

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

N° 36

26^e année • mercredi 6 septembre 2023

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA

ROUE DE LA FORTUNE: LE PERSONNEL TOUJOURS PERDANT



THIERRY PORCHET

Unia a lancé la campagne en faveur de l'augmentation des rémunérations. Un impératif illustré symboliquement par une roue de la fortune qui ne profite jamais au personnel. Le syndicat dénonce des pertes de salaires réels, mais également l'écart qui se creuse entre les petits revenus et ceux de managers toujours plus riches. **PAGES 6-7**

POINT DE MIRE

Travail nocif

Sonya Mermoud

Contraintes sur l'appareil locomoteur, bruit et substances dangereuses, cadences infernales: au lendemain des vacances estivales, comment renouer avec une routine laborieuse sans risquer de ruiner sa santé? Comment s'assurer qu'on ne perde pas sa vie à la gagner? Une question pertinente pour nombre de personnes actives affectées par leur emploi. Selon la troisième enquête européenne sur les conditions de travail menée en 2021 auprès de 71 000 personnes et à laquelle a participé le Secrétariat d'Etat à l'économie, près d'un Suisse sur quatre estime que son job menace sa sécurité ou sa santé. Ces risques se révèlent particulièrement aigus dans les branches de la construction, de l'industrie et dans le secteur des soins. Plus de la moitié des travailleuses et des travailleurs (55%) souffrent de douleurs engendrées par des mouvements répétitifs, des positions fatigantes ou encore le déplacement et le port de lourdes charges. Avec notamment pour corollaire des maux de dos et de tête, des

douleurs musculaires et, partant, une baisse de la qualité de vie. Si la part des Suisses concernés par ces problèmes se révèle moins élevée que celle de leurs homologues dans les pays voisins, les Helvètes sont en revanche confrontés à des cadences de travail parmi les plus élevées d'Europe. Une information renforçant le cliché de l'Helvète bosseur et dévoué à son activité professionnelle. Mais à quel prix? La pression du temps et des délais soumet aux dangers du stress près de 60% des salariés dans nos frontières contre 49% en moyenne sur le Vieux-Continent. Une situation largement répertoriée sur les chantiers et particulièrement inquiétante pour les ouvriers qui y sont exposés. Plus d'un tiers des salariés (36% contre 29% en Europe) triment par ailleurs en dehors des horaires de travail alors même que le temps hebdomadaire, quelque 42 heures, s'avère déjà élevé. La quête d'une productivité constamment accrue motivée par la course effrénée aux profits dicte ainsi le tempo. Sans égards pour les classes laborieuses qui s'épuisent physiquement et émotionnellement. Et qui ne bénéficient jamais ou presque d'un retour à la hauteur des efforts fournis.

Les employés suisses sont par ailleurs plus souvent sollicités que la moyenne européenne lors de leur temps libre pour répondre à des exigences professionnelles. Qu'importe les congés, les plages supposées être réservées à la famille, aux relations, aux loisirs ou simplement à un indispensable repos régénérateur: nombre d'em-

ployeurs n'hésitent pas à réclamer toujours plus de leurs collaborateurs, à bafouer leur droit à la déconnexion; nombre de salariés acceptent de leur côté de prendre sur eux, de courber davantage l'échine et plus longtemps. Par peur de perdre leur place, parce que le travail et la ponctualité sont des valeurs helvétiques cardinales, par sentiment de devoir moral, par besoin de reconnaissance?... Quelles que soient les raisons, elles s'avèrent problématiques puisqu'elles menacent la santé et l'indispensable équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Au regard des résultats de l'enquête, les patrons doivent prendre leurs responsabilités. Aménager des journées et des semaines de travail plus courtes. Mettre un terme aux contraintes physiques et psychosociales. Et consulter les employés sur ces dernières questions, comme le prescrit la loi. Un impératif qui n'est jamais, selon l'étude, respecté pour un tiers des effectifs. En parfaite violation des droits fondamentaux. A l'heure où le pays affronte une pénurie de main-d'œuvre dans plusieurs secteurs, avec l'arrivée de nouvelles générations d'actifs qui misent sur des postes à valeur ajoutée en termes de conditions de travail, il est plus que jamais nécessaire de repenser les modalités d'emploi. Si tous les salariés n'ont pas la possibilité de s'épanouir dans une profession, garantir leur sécurité et leur santé à leur poste est un devoir des employeurs. Un minimum. ■

PROFIL



Cécile Bessire, militante à plein temps.

PAGE 2

SUISSE

Le travail, facteur de risques pour la santé.

PAGE 3

FRIBOURG

Mobilisation pour un salaire minimum.

PAGE 5

ELVETINO

Nouvelle convention sur les rails.

PAGE 9

Aline Andrey

Depuis les premiers blocages d'autoroutes en avril 2022, Cécile Bessire a répondu à des centaines de médias. Cofondatrice et porte-parole du mouvement pour le climat Renovate Switzerland, elle cumule les actions non violentes. La dernière en date a eu lieu au festival de Locarno. Le 7 août dernier, avec un camarade de lutte, elle s'élance sur la scène de la Piazza Grande, se colle la main, entend un homme les huer, puis voit le directeur du festival leur tendre le micro afin de leur permettre de parler de l'urgence climatique. Sous les applaudissements nourris du public, les deux militants seront ensuite escortés par la police... sur le tapis rouge. Un moment surréaliste et euphorique. «Mais je n'aime pas m'exposer comme ça, ni me coller la main, ni être arrêtée, ni fouillée... C'est tellement désagréable. J'ai peur à chaque fois», explique Cécile Bessire, mue par son seul besoin d'agir pour le climat. «Je me mets dans une sorte de bulle de protection, dans le moment présent, et j'en oublie ma peur. A Locarno, c'était hyperfort, car on a reçu un réel soutien. Ça donne du courage.» Dans un café, à Bienne, elle explique son engagement. Son calme et sa douceur contrastent avec la radicalité des actions, même si toujours pacifiques, de Renovate Switzerland.

RECONNAÎTRE LA GRAVITÉ

Face aux invectives des automobilistes et aux messages de haine postés sur la Toile, notamment lors du blocage au tunnel du Gothard à Pâques, elle relativise: «Je ne prends pas les messages personnellement, et je comprends que ce soit difficile d'être confrontés à la réalité. La majorité des gens sont conscients de la catastrophe climatique. Et toutes les nouvelles de cet été en sont des exemples dramatiques. Nos actions renvoient à cette question douloureuse: comment y faire face?»

Le 14 juin, Cécile Bessire était aussi l'une des trois femmes à s'asperger de peinture noire devant *La porte de l'Enfer* de Rodin devant le Kunsthaus de Zurich pour illustrer la souffrance de millions de personnes frappées par les changements climatiques. Quelles que soient les actions de désobéissance civile, le message de Renovate reste le même: le Gouvernement suisse doit reconnaître la gravité de la situation, déclarer l'urgence climatique et proposer un plan immédiat pour la rénovation thermique de tous les bâtiments du pays d'ici à 2030.

En septembre, des marches lentes s'organiseront pour mobiliser plus largement. «Ces marches seront plus faciles d'accès que les blocages. Si nous informerons la police avant, nous ne demanderons pas d'autorisation. Car, selon la Cour européenne des droits de l'homme, le droit de manifester ne nécessite pas un accord des autorités», souligne la militante, qui prône un mouvement collectif massif en rappelant que «Greta a commencé seule!».

FRAPPER LES CONSCIENCES

L'affiche mensongère, générée avec l'IA, du PLR montrant des activistes bloquant une ambulance a été appré-

hendée par le mouvement de manière paradoxalement positive. «Nos actions ont pour but de faire parler du problème climatique. Cette affiche montre que ça marche. Notre impact le plus grand, c'est dans les têtes. Si l'opinion publique en arrive à ne plus trouver acceptable de consommer à outrance du gaz et du pétrole, les politiques changeront. Le changement vient toujours du bas, d'où l'importance des mouvements sociaux. On est sur la bonne voie. J'aimerais que ça aille plus vite, mais ça prendra le temps qu'il faudra.» Pas de déclic, mais un long processus a amené la jeune femme de 28 ans à s'engager corps et âme. «J'ai toujours

été très sensible aux injustices», souligne la logopédiste de métier, ayant grandi proche de la nature à Péry. «J'avais commencé par des études d'art en couture et design à La Chaux-de-Fonds, mais je me sentais inutile.» Six ans d'études intensives, un master et déjà de l'expérience professionnelle à son actif, la jeune logopédiste travaille avec des enfants en situation de handicap, quand, en 2019, elle assiste à une conférence d'Extinction Rebellion (XR). «Les informations scientifiques partagées alors m'ont montré que la situation était bien pire que je ne l'imaginais. J'ai donc décidé de me lancer dans la désobéissance civile.»

Entre autres actions collectives d'XR, elle colle sa main sur le Palais fédéral, bloque un pont à Zurich, un magasin de vêtements à Bienne, campe sur la place Fédérale... Et démissionne. «Je ne pouvais plus faire les choses à moitié. J'adorais mon métier, apprendre à parler aux enfants, et parallèlement, je pensais à ce qui les attendait... J'avais besoin de m'engager entièrement pour leur avenir et le nôtre.»

«ON FERA DE NOTRE MIEUX»

Depuis, financièrement, elle vit très humblement de ses économies mises à l'origine de côté pour voyager. Elle reçoit aussi un salaire mensuel de

Renovate Switzerland d'un peu plus de 1000 francs pour un taux de 25%, même si tout son temps est consacré au mouvement. «Parfois, je suis un peu nostalgique de ma situation d'avant. J'étais insouciance, j'avais des rêves, des projets. Maintenant, quand je pense au futur, je vois un trou noir», raconte Cécile Bessire sans perdre son sourire, se sentant libre, chaque jour, d'œuvrer à créer le monde dans lequel elle veut vivre. «On n'échappera pas à des crises alimentaires et sanitaires, mais on fera de notre mieux. Malgré des circonstances difficiles, je pense qu'on pourra vivre de belles choses. Les gens que je rencontre, la solidarité, le partage, me donnent beaucoup d'espoir et de force. Quand je travaillais avec des enfants en situation de handicap, je ne pouvais pas m'attendre à ce que leur handicap disparaisse, mais me réjouir de leurs petits progrès. Aujourd'hui, je suis heureuse également de chaque petit pas.» Pour exemple, elle pense à la réunion de la veille qui avait pour sujet le sentiment partagé d'être surchargé. «On n'a pas trouvé de solution, mais au final on a pris le temps de s'écouter et de se parler vraiment. Il y a tant de violence dans le monde, parce qu'on ne prend pas ce temps...» ■



Sur les bretelles d'autoroutes ou la scène du festival de Locarno, Cécile Bessire alerte avec son corps et son cœur, même si elle n'aime pas s'exposer.

«LE CHANGEMENT VIENT TOUJOURS DU BAS»

Cécile Bessire est cofondatrice du mouvement Renovate Switzerland. Elle a quitté son poste de logopédiste pour militer à plein temps

LES TRAITS TIRÉS

Vincent

LE SALAIRE LE PLUS HAUT EST 139 FOIS PLUS ÉLEVÉ QUE LE PLUS BAS



LE TRAVAIL NUIT FORTEMENT À LA SANTÉ

L'Enquête européenne sur les conditions de travail de 2021 révèle, entre autres, que près d'un quart des employés suisses ont vu leur sécurité ou leur santé mise en danger à cause du travail. Explications

Textes Manon Todesco

Est-ce que le travail, c'est vraiment la santé, comme le chantait Henri Salvador? Une nouvelle étude semblerait dire le contraire. L'Enquête européenne sur les conditions de travail de 2021, à laquelle le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) a participé pour la troisième fois, en collaboration avec la Commission fédérale de coordination pour la sécurité au travail (CFST), montre que 23% des employés suisses ont constaté une mise en danger de leur sécurité ou de leur santé en raison du travail. C'est plus souvent le cas que la moyenne dans les branches de l'industrie et de la construction, ainsi que dans le secteur de la santé. Certes, la moyenne européenne est beaucoup plus élevée, avec 34%. De la même manière, la proportion d'employés confrontés à des problèmes de santé tels que des douleurs musculaires dans les épaules, un mal de dos ou des maux de tête est plus faible en Suisse (37%) qu'en Europe, où 46% des employés déclarent souffrir de trois problèmes de santé ou plus. Un des chiffres les plus parlants est sans doute la part des employés qui subissent des contraintes de l'appareil locomoteur, à savoir 55% en Suisse, et 66% en Europe.

ATOUTS ET LIMITES

La Suisse n'est pas le bon élève dans tous les domaines. En effet, 59% des salariés chez nous sont concernés par des cadences de travail relativement élevées contre 49% en Europe, et les Suisses travaillent plus souvent pendant leur temps libre pour pouvoir répondre aux exigences professionnelles que leurs voisins (36%, contre 29%). «Malgré un contexte réjouissant, la Suisse a des défis particuliers à relever dans le domaine de la protection de la santé au travail», commente le Seco dans son communiqué de presse du 22 août dernier. Ce qui fait la différence en Helvétie, selon l'enquête, ce sont les bonnes perspectives de carrière (59%, contre 50% en Europe), la participation à l'organisation et la consultation sur le lieu du travail (65%, contre 57% en Europe) et enfin, le degré nettement plus élevé de liberté de décision individuelle (57%, contre 48% en Europe). Les trois

«forces du marché du travail» en Suisse, selon le Seco.

Enfin, en Suisse comme en Europe, la grande majorité des personnes actives ont dit pouvoir compter sur le soutien de leurs supérieurs hiérarchiques (71%, contre 69% en Europe) et surtout de leurs collègues (80%, contre 79% en Europe).

Le Seco met quand même en garde: en 2021, 27% des employés en Suisse ont affirmé que le nombre de contraintes dépassait celui des ressources. Cette proportion est plus élevée chez les femmes (30%) que chez les hommes. Si le pourcentage est inférieur à la moyenne européenne, à savoir 31%, il reste tout de même élevé. «A long terme, de tels déséquilibres pourraient constituer une menace pour la santé», alertent les autorités.

RÉACTIONS SYNDICALES

Pour Unia, ces résultats ne sont pas vraiment une surprise. «En ce qui concerne l'intensité du travail et la pression du temps et des délais, la Suisse se place en tête de la comparaison internationale, souligne le communiqué de presse du syndicat. En Suisse, la proportion de personnes travaillant pendant leur temps libre pour pouvoir répondre aux exigences professionnelles est supérieure à la moyenne. Plus d'un tiers travaille en dehors des heures de travail.» Des constats qui sont régulièrement montrés dans des enquêtes, notamment celle de 2019 auprès des travailleurs de la construction. «Les longues heures de travail et la pression du temps et des délais sont problématiques», ajoute Unia.

URGENCE D'AGIR

Le syndicat appelle à la clairvoyance et à l'action pour réduire le stress et les contraintes physiques et psychosociales. «Même si certaines valeurs sont inférieures à la moyenne européenne, les résultats de l'enquête EWCTS sont clairement alarmants aux yeux d'Unia. Lorsque la pression des délais met en danger la sécurité et la santé, comme on peut le constater actuellement sur les chantiers, il est urgent d'agir. Dans plusieurs branches où Unia représente les salariés, les exigences physiques élevées se cumulent avec des horaires de travail pénibles. C'est no-



THIERRY PORCHET

59% des salariés suisses sont confrontés à des cadences de travail élevées contre 49% de leurs homologues en Europe. Ils travaillent aussi plus souvent que leur voisins pendant leur temps libre pour pouvoir répondre aux exigences professionnelles.

tamment le cas dans la construction, l'hôtellerie-restauration, les soins et la logistique.» Pour Unia, il est fondamental de progresser en matière de prévention des contraintes physiques. «En ce qui concerne les horaires de travail, des journées et des semaines plus courtes sont également une nécessité du point de vue de la santé.»

Selon le syndicat, les employeurs ont aussi leurs responsabilités à prendre, en veillant à ce que les postes qu'ils offrent soient sûrs et ne nuisent pas à la santé.

«La consultation des employés, telle qu'elle est prescrite par la Loi sur la participation pour les questions de protection de la santé, est essentielle.

DE QUOI PARLE-T-ON?

L'enquête EWCS (European Working Conditions Survey) sur les conditions de travail a été réalisée en 2021. Plus de 71 000 personnes actives dans 35 pays ont été interrogées, dont 1224 en Suisse. Le monitoring de l'évolution des conditions de travail et la comparaison avec les pays voisins indiquent aux autorités dans quels domaines des risques pour la santé pourraient apparaître et où il convient de prendre des mesures. ■

Pourtant, l'étude montre qu'un tiers des salariés n'est jamais consulté. Cela ne doit pas être interprété comme un résultat positif, comme le fait le rapport du Seco, mais comme une violation des droits fondamentaux des

employés! Unia exige des entreprises qu'elles consultent systématiquement leur personnel sur les questions de protection de la santé et qu'elles tiennent compte de ses demandes.» ■

AMÉLIORER PLUTÔT QUE DÉTRUIRE

L'Union syndicale suisse (USS) a, elle aussi, réagi aux résultats de cette enquête dans un communiqué de presse. «Au vu des chiffres qui précèdent, il est choquant de voir que le Parlement fédéral va se pencher sur toute une série d'interventions qui démantèleraient encore plus la protection de la santé au travail.» La faitière pense à la motion du conseiller national Dobler, qui vise à démanteler dans la Loi sur le travail la protection contre les risques psychosociaux, ou encore à celle du conseiller aux Etats Thierry Burkart, qui utilise le travail à domicile comme prétexte pour introduire le travail de nuit et du dimanche au bureau.

«De telles incitations sont particulièrement perverses en Suisse où l'on travaille déjà très longtemps et où, en dépit de gains de productivité substantiels, la durée du travail n'a pas diminué ces dernières années. Cette évolution, combinée à la faible protection de la santé, a entraîné une véritable épidémie de cas d'épuisement professionnel.» En effet, l'USS rappelle que, jusqu'en 1990, la durée normale du travail diminuait d'une à deux heures par décennie, pour un salaire inchangé. Mais depuis, les travailleurs doivent financer eux-mêmes les aménagements horaires (temps partiel) rendus nécessaires par le stress ou par leur état de santé. On travaille volontairement moins, mais on gagne moins aussi. «C'est particulièrement frappant dans les activités d'encadrement des personnes dépendantes ou encore dans les métiers de l'enseignement.» Dans ce contexte, l'USS appelle le Parlement à refuser toute détérioration de la Loi sur le travail. «Au contraire, l'heure est venue de se prononcer sur une meilleure protection face aux risques psychosociaux au travail, de renforcer la protection des travailleuses enceintes et d'introduire une assurance d'indemnités journalières en cas de maladie à la fois obligatoire et universelle.» ■

La situation des jeunes en apprentissage sous la loupe

Unia mène une vaste enquête auprès des jeunes en apprentissage afin de déterminer leurs revendications prioritaires

Sonya Mermoud

Devez-vous travailler 9 heures par jour ou plus et, si oui, à quelle fréquence? L'office de formation professionnelle a-t-il déjà



OLIVIER VOGELSANG

Salaires, santé au travail, discriminations, harcèlement: les jeunes sont interrogés sur plusieurs thématiques.

effectué des contrôles dans votre entreprise? A combien s'élève votre salaire mensuel? Avez-vous déjà été victime de racisme dans votre environnement de travail?, etc. Qualité de l'apprentissage, rémunérations, temps de travail, congé et santé, discriminations et harcèlement sexuel: Unia mène une vaste enquête auprès des apprenties et des apprentis afin de connaître les problèmes qu'ils rencontrent et leurs revendications prioritaires. Le sondage se déroule dans les écoles, sur les lieux professionnels et en ligne. Tous les apprentis sont invités à s'exprimer, indépendamment de leur branche et de leur année de formation. Et peuvent, par tirage au sort, gagner des prix, soit une e-trottinette ou des billets de cinéma.

PLUSIEURS PISTES POTENTIELLES

«La raison de ce sondage? Nous manquons clairement d'informations indépendantes sur la situation des apprentis. Il existe des données, mais elles proviennent parfois directement d'em-

ployeurs ou, le plus souvent, d'études menées par des portails d'emploi dont le *setting* leur est favorable», explique Elisabeth Fannin, collaboratrice au département communication et campagne d'Unia. «Notre démarche vise à organiser les apprentis sur le long terme», ajoute Julius Kopp, secrétaire de la jeunesse au syndicat, précisant que les résultats, attendus au printemps 2024, seront suivis par le lancement d'une campagne en juin en principe. «Cette dernière sera ciblée sur les principales préoccupations formulées par les participants. Plusieurs thèmes sont pressentis: le sujet des salaires, la santé en relation avec le temps de travail, la problématique des inégalités de traitement et du harcèlement sexuel – selon une étude consacrée à la thématique, 33% des apprentis ont été concernés par cette dérive – ou encore la qualité de la formation. Plus particulièrement, sur ce dernier point, il s'agit de faire pression pour une augmentation des contrôles, insuffisants. Le but est notamment de déboucher

les employeurs qui font travailler des apprentis comme des professionnels à moindre coût ou qui emploient des mineurs au-delà du temps légal autorisé», note Julius Kopp. En ce qui concerne les rémunérations, si la commission de la jeunesse d'Unia se montre favorable à l'introduction d'un salaire minimum, elle n'a en revanche pas déterminé de montant plancher. La Jeunesse socialiste réclame pour sa part 1000 francs par mois dès la première année, quel que soit le métier que l'on apprend. Une exigence à laquelle s'oppose l'Union patronale suisse.

La Suisse comptait durant l'année scolaire 2021-2022 quelque 215 000 apprentis. ■



Participez au sondage via le code QR.

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

VOUS APPRÉCIEZ LE MONDE DE L'INFORMATION ET AVEZ ENVIE DE RYTHMER VOTRE VIE PROFESSIONNELLE EN PARTICIPANT À LA VIE DU JOURNAL ROMAND DU SYNDICAT UNIA?

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL RECHERCHE UN/UNE

Collaborateur-trice administratif-ve

Pourcentage de travail: 40%, idéalement réparti sur 4 demi-journées
Entrée en fonction: 1^{er} octobre ou à convenir
Lieu de travail: Lausanne

Vos tâches

- Gestion des abonnements (facturation, rappels, encaissements, changements d'adresse)
- Établissement et suivi du budget
- Suivi des factures débiteurs
- Tarification et promotion des encartages et des annonces
- Petits travaux de logistique
- Production ponctuelle de brochures
- Diverses tâches usuelles de secrétariat et RH

Ce que vous apportez

- Formation et expérience dans le domaine administratif
- Aisance avec les chiffres
- Français irréprochable
- Maîtrise des outils informatiques usuels et facilité d'adaptation à de nouveaux logiciels
- Intérêt marqué pour les questions numériques
- Autonomie et polyvalence

Ce que nous vous offrons

Une activité variée et un poste pouvant être amené à évoluer dans une organisation riche de sens et au sein d'une petite équipe dynamique, ainsi que des conditions sociales progressistes.
Nous nous réjouissons de recevoir votre dossier de candidature complet à forum@evenement.ch jusqu'au **15 septembre**.
Pour tout renseignement complémentaire, vous pouvez vous adresser à Nicolas Jacot au 021 321 14 60.

Ensemble pour de bonnes conditions de travail

UNIA

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL Place de la Riponne 4 · 1005 Lausanne · Tél. 021 321 14 60 · Fax 021 321 14 64 · redaction@evenement.ch
www.evenement.ch ÉDITEUR L'Événement syndical Syndicat Unia PRÉSIDENT Yves Defferrard RÉDACTRICE EN CHEF Sylviane Herranz
RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE Sonya Mermoud ADMINISTRATEUR Nicolas Jacot JOURNALISTES Sylviane Herranz, Sonya Mermoud, Aline Andrey, Manon Todesco, Jérôme Béguin COLLABORATEURS RÉGULIERS Evelyn Brun, Vincent Di Silvestro, Christophe Gallaz, Ambroise Héritier, David Prêtre, Jean-Claude Rennwald PHOTOGRAPHES Thierry Porchet, Olivier Vogelsang ABONNEMENTS 39 éditions par an.
Abonnement annuel Fr. 60.- Abonnement de soutien Fr. 100.- forum@evenement.ch Publicité pub@evenement.ch CONCEPTION & MISE EN PAGES Atoll "îlots graphiques" Catherine Gavin IMPRESSION Pressor SA, Delémont- Tirage contrôlé 54 700 exemplaires.

Unia est le plus grand syndicat de Suisse. Avec près de 180 000 membres et 1200 et quelque collaborateurs-trices, nous luttons pour des conditions de travail équitables et pour une Suisse sociale. Notre organisation est dynamique et combative. Vous aimeriez vous engager pour une bonne cause? Alors, faisons connaissance.

Rejoignez notre équipe de communication/rédaction tout de suite ou pour une date à convenir

Rédactrice/Rédacteur médias en ligne 80-100%

Ce que vous faites bouger

Vous mettez en place la communication en ligne d'Unia en Suisse romande en collaboration avec la rédaction locale et l'équipe centrale de communication. Afin de relayer les événements syndicaux dans les médias propres à Unia, vous êtes en contact étroit avec les six régions Unia de Suisse romande. Votre lieu de travail est Lausanne.

Ce que vous apportez

- Vous êtes en mesure de développer et de mettre en œuvre des stratégies de communication.
- Vous connaissez le fonctionnement des médias en ligne et des réseaux sociaux et savez créer des contenus pour eux.
- Vous avez une formation de journaliste et vous avez de l'expérience dans l'interaction entre les médias en ligne et les médias imprimés.
- Vous connaissez le paysage politique suisse et les positions du syndicat.
- Vous êtes une personnalité investie, imaginative et responsable.
- Vous maîtrisez le français et vous avez de très bonnes connaissances en allemand.

Ce que nous vous offrons

Unia vous garantit des conditions de travail modernes et de bonnes prestations sociales. Nous favorisons le travail à temps partiel, ce qui permet de concilier plus facilement la vie professionnelle et la vie familiale. Et votre potentiel de développement sera dûment encouragé. Un climat d'estime mutuelle, collégial et animé vous attend.

Êtes-vous intéressé-e?

N'hésitez pas à envoyer votre dossier de candidature complet avec la mention Rédactrice/Rédacteur médias en ligne 80-100% jusqu'au **30 septembre** à bewerbung.be@unia.ch.

Pour tout complément d'information sur le poste, Yves Defferrard, membre du comité directeur, se tient à votre disposition au numéro de téléphone 079 279 45 91.

Ensemble pour de bonnes conditions de travail

UNIA

Tou-te-s à la manif pour les salaires

Le 16 septembre à Berne

13h30: Rassemblement sur la Schützenmatte
15h: Manifestation sur la Place fédérale

Les salaires doivent augmenter!



unia.ch/manif-salariale

UNIA

23 FRANCS, UN MINIMUM DE DIGNITÉ POUR LA POPULATION QUI TRAVAILLE

A Fribourg, une coalition réunissant les syndicats et les partis de gauche a lancé une initiative cantonale pour en finir avec les salaires indécents

Jérôme Béguin

Réunissant syndicats et partis de gauche fribourgeois, une large coalition a lancé vendredi une initiative pour un salaire minimum cantonal de 23 francs l'heure. «Pour 42 heures de travail par semaine, c'est à peine 4200 francs par mois. Ce n'est pas facile de nourrir une famille avec si peu. Mais il y a beaucoup de personnes, par exemple dans le nettoyage, qui ne gagnent même pas ça», explique Ernesto Suarez, responsable régional de Syna. D'après la jurisprudence du Tribunal fédéral, un salaire minimum cantonal ne peut se situer que très légèrement au-dessus des minima sociaux pour ne pas contrevenir à ladite liberté économique. La coalition a calculé qu'il fallait à une personne seule 44 000 francs par an au bas mot pour vivre dans le canton, ce qui correspond à un salaire annuel brut de 51 000 francs. Or, près de 9% des travailleurs ont un salaire inférieur. La moitié d'entre eux perçoivent même moins de 3600 francs brut par mois. Alors qu'ils travaillent à plein temps, plus de 10 000 salariés sont dans l'obligation de recourir à des aides.

Conseillère communale de Villars-sur-Glâne en charge du social, Alizée Rey en rencontre régulièrement: «Ils leur manquent 200 ou 300 francs pour boucler leur budget. Chaque personne qui travaille mérite pourtant un salaire qui permette de vivre», constate la socialiste, qui voit dans le salaire minimum «une base de lutte pour la justice sociale». La Suisse est riche, mais elle n'est pas dépourvue de pauvres, rappelle, pour sa part, Hugo Fasel, ancien directeur de Caritas. «Pour lutter contre la pauvreté, le salaire minimum est une approche fondamentale et les cantons qui l'ont institué, comme Neuchâtel, le Jura et Genève, montrent que c'est atteignable», juge le représentant du Parti chrétien-social. Secrétaire syndical d'Unia Fribourg, Benjamin Plüss, lui, a connu il y a une dizaine d'années le minimum vital lorsqu'à la suite de problèmes de santé, il s'est retrouvé à l'AI le temps de se reconvertir professionnellement: «Avec deux enfants en bas âge, je devais compter chaque centime, c'est extrêmement stigmatisant et cela ne devrait pas être le sort de celui qui travaille.» Dans le commerce de détail, le syndicaliste découvre des salaires qui dé-

passent tout juste les 3000 francs brut. «Une économie de marché qui permet ces abus n'est pas socialement responsable: elle fait subventionner les coûts sociaux à la collectivité. C'est injuste vis-à-vis des entreprises qui assument leurs responsabilités en payant dignement leurs employés. L'initiative est équilibrée et n'exige rien de plus qu'un minimum de décence à l'égard de la population qui travaille», estime, de son côté, le conseiller national écologiste Gerhard Andrey. Outre le nettoyage et la vente, on trouve des bas salaires dans certaines branches de l'artisanat, mais aussi dans le secteur public. L'initiative pourrait profiter à des centaines, voire des milliers de collaborateurs de l'Etat, selon Lionel Roche. Le secrétaire syndical du SSP cite en particulier les employés de la bibliothèque de l'Université, engagés à 14,25 francs l'heure. Le salaire minimum bénéficierait largement aux femmes puisqu'elles représentent deux tiers des personnes concernées. «Les inégalités ne sont plus acceptables et le salaire minimum est un bon outil pour aller dans le sens de l'égalité», souligne Benjamin Plüss. La coalition a maintenant trois mois



La récolte de signatures a débuté. La coalition a maintenant trois mois pour réunir les 6000 paraphes nécessaires.

pour récolter les 6000 paraphes nécessaires. Vendredi, les militants étaient au centre-ville de Fribourg pour alpaguer les passants. Et ça signe plutôt bien. «C'est l'Etat qui paie? Ça, je ne suis pas d'accord, cela veut dire que c'est nous qui payons», déclare une dame. «Non, c'est aux entreprises de payer», rassure

une militante en tendant une feuille de signatures. «Alors là, je suis d'accord. J'ai commencé un nouveau travail et je gagne 3400 francs. Vous ne tournez pas avec ça...» ■

Feuille de signatures à télécharger sur: salaire-minimum-fr.ch

Augmentons les salaires dans les shops des stations-services!

Dans le cadre de la journée de mobilisation dans le commerce de détail, une action a été organisée par Unia dans deux stations-services vaudoises afin d'exiger des hausses salariales urgentes

Textes Manon Todesco

«Tout augmente, sauf mon salaire», voilà ce que nous pouvions lire sur les pancartes brandies par les employés de deux shops de stations-services vaudoises, le 31 août dernier, lors d'une double action organisée



Le personnel des stations-service n'a toujours pas bénéficié des augmentations de salaire prévues dans la convention collective de travail bloquée au Seco par l'opposition de patrons tessinois.

TÉMOIGNAGES

VALÉRIE* «Dans les shops, on est les laissés-pour-compte du commerce de détail. On commence à 5h, on finit à 22h, on travaille le dimanche et les jours fériés et le salaire ne suit pas! Je travaille à 100%, j'ai 51 ans et je touche 3730 francs brut par mois. En net, 13^e salaire inclus, ça me fait 3400 francs. Pour moi, 4000 francs mensuels, c'est un minimum! Je sais que ce n'est pas évident pour les patrons non plus, mais on a aussi droit à notre part, nous, les employés. On ne demande pas la lune, mais le minimum pour vivre dignement et avoir une vie familiale et sociale décente. Il y a une pénurie de personnel mais c'est normal, les gens ne veulent pas bosser dans les shops, car les conditions sont mauvaises et on n'a aucun avantage. Si je trouve autre chose dans le commerce, je partirai. Ma facture d'électricité est passée de 340 à

495 francs! Heureusement que je n'ai plus d'enfant à charge et que j'ai un conjoint qui gagne mieux sa vie, car je ne sais pas comment je ferais. Une fois les factures payées, il ne reste plus grand-chose.»

LUC* «J'ai travaillé dans des shops de 1987 à très récemment. Je suis parti, car ça n'allait plus. Je touchais 20,33 francs l'heure malgré mes diplômes et mon expérience, et le patron avait installé des caméras de surveillance qui filmaient les employés. Je suis en train de monter un dossier avec Unia pour récupérer mon dû, que j'estime entre 10 000 et 15 000 francs. D'une manière générale, les employés dans les shops sont sous-payés. Il faudrait un tarif brut d'au moins 25 francs l'heure pour pouvoir vivre dignement, en plus du 13^e salaire, des vacances et des jours fériés. En plus, quand les employés ont un salaire correct, ils ont davantage de plaisir à travailler!» ■

495 francs! Heureusement que je n'ai plus d'enfant à charge et que j'ai un conjoint qui gagne mieux sa vie, car je ne sais pas comment je ferais. Une fois les factures payées, il ne reste plus grand-chose.»

LUC* «J'ai travaillé dans des shops de 1987 à très récemment. Je suis parti, car ça n'allait plus. Je touchais 20,33 francs l'heure malgré mes diplômes et mon expérience, et le patron avait installé des caméras de surveillance qui filmaient les employés. Je suis en train de monter un dossier avec Unia pour récupérer mon dû, que j'estime entre 10 000 et 15 000 francs. D'une manière générale, les employés dans les shops sont sous-payés. Il faudrait un tarif brut d'au moins 25 francs l'heure pour pouvoir vivre dignement, en plus du 13^e salaire, des vacances et des jours fériés. En plus, quand les employés ont un salaire correct, ils ont davantage de plaisir à travailler!» ■

* Prénoms d'emprunt.

POING LEVÉ

LES OASIS FINIRONT ASSÉCHÉES

Par Jérôme Béguin

«**Découvrez l'expérience** saoudienne ultime de Messi...» Le recrutement du footballeur par l'Office du tourisme de la pétromonarchie wahhabite n'est pas passé inaperçu. Plus récemment, nous n'avons guère pu loupier non plus l'ancien coéquipier au PSG de l'Argentin, Neymar, poser fièrement devant un Boeing saoudien transformé en palace et mis à sa disposition. La débauche à coup de centaines de millions des deux stars du ballon rond doit servir l'ambition de Mohammed ben Salmene (MBS) de transformer le premier producteur de pétrole du monde en une destination touristique de luxe capable d'accueillir quelque 30 millions de visiteurs étrangers par an à l'horizon 2030. Mais alors qu'il cherche à faire de l'Arabie saoudite une destination de rêve, le prince héritier a ordonné de massacrer des migrants cherchant à franchir la frontière du royaume.

Comme le montre un rapport de Human Rights Watch, entre mars 2022 et juin 2023, des centaines, voire des milliers, de réfugiés éthiopiens ont été tués à la frontière avec le Yémen et tout autant blessés et mutilés. D'après les témoignages recueillis par l'ONG, les gardes-frontières saoudiens utilisent des mortiers et d'autres armes explosives, tirent à bout portant, sans épargner les enfants. Human Rights Watch évoque un possible crime contre l'humanité. Que nous pouvons rattacher à la sale guerre lancée par MBS contre les rebelles houthis du Yémen. Soutenue par les Etats-Unis et d'autres pays, l'intervention a coûté depuis huit ans la vie à quelque 400 000 personnes, dont nombre d'enfants morts de faim.

La forteresse Europe, elle, ne tire pas sur les réfugiés, pas encore, elle les laisse crever de soif dans le désert ou se noyer au large de ses côtes. Depuis le début de l'année, plus de 2000 hommes, femmes et enfants ont sombré dans la Méditerranée. Le macabre bilan de 2022 est déjà dépassé. Selon l'Organisation internationale pour les migrations, plus de 27 000 personnes ont payé de leur vie leur tentative de passage vers l'Europe depuis 2014. Pour souligner l'ampleur de la tragédie en cours, rappelons qu'entre 1961 et 1989, 133 personnes avaient péri en tentant de traverser le mur de Berlin et le rideau de fer séparant les deux Allemagne, abattues par des gardes-frontières de RDA. Nous construisons maintenant de nouveaux rideaux de fer afin de protéger nos oasis de luxe. Ils n'empêcheront toutefois pas des millions d'êtres humains, poussés par la faim et la soif, de se mettre en marche. Et les oasis finiront bien par s'assécher. En détruisant notre environnement, notre système économique et social, qui, depuis la chute du Mur, s'est imposé presque partout, nous mène à la ruine. Cela devient de plus en plus évident. Comme il est certain que le sort qu'il réserve aujourd'hui aux migrants signe sa faillite morale. ■

«LES SALAIRES DOIVENT AUGMENTER, ET MASSIVEMENT!»

Unia a lancé la campagne de l'automne salarial mercredi dernier à Berne. Sa présidente, Vania Alleva, dénonce les pertes de salaires réels, mais également l'écart qui se creuse entre les petits revenus et les hautes rémunérations des managers



Vania Alleva, présidente d'Unia, a lancé la campagne pour l'augmentation des salaires devant une roue de l'infortune symbolisant la situation du personnel. Le secrétaire régional d'Unia Valais, Blaise Carron, a de son côté joué les patrons remettant des cacahouètes à son salarié...



HERVÉ FOSCHET

Textes Sylviane Herranz

La roue de l'infortune a tourné dans la vieille ville de Berne, devant la fontaine de la Justice. C'est avec ce symbole qu'Unia a démarré, mercredi dernier, sa campagne pour des augmentations de salaires. Une campagne basée sur le quotidien des travailleuses et des travailleurs qui peinent à finir le mois, et soutenue par la traditionnelle étude publiée ce jour-là par le syndicat sur les écarts salariaux dans les plus grandes entreprises du pays (voir ci-dessous), en tête desquelles se trouvent Roche, UBS, ABB, Nestlé, Logitech et Novartis.

Présidente d'Unia, Vania Alleva a dénoncé les grandes sociétés épinglées par l'étude, qui «s'illustrent par leur injustice salariale de manière particulièrement éhontée», et les rémunérations indécentes versées aux dirigeants comme les milliards de dividendes alloués aux actionnaires. Derrière cette face de la médaille, il y a l'autre côté, «celles et ceux qui doivent payer pour ces excès, les simples employés et employés». Elle a souligné que la recherche montre que, dans les 4/5^e des entreprises étudiées, les revenus les plus petits se situent en-dessous de 4102 francs, soit le

seuil des bas salaires pris en compte dans les enquêtes officielles. Or, ce seuil est inférieur à celui de 2017. «Les baisses salariales ont été particulièrement importantes ces deux dernières années. Seules les grandes entreprises horlogères ont compensé le renchérissement, grâce aux dispositions de la Convention collective de travail (CCT) qui les y obligent. Les autres ont pénalisé les travailleuses et les travailleurs se trouvant en bas de l'échelle avec des réductions salariales brutales.» Vania Alleva qualifie la hausse de l'écart salarial dans les grands groupes de «révoltante». «Pourquoi n'utilisent-ils pas une petite partie de leurs milliards de bénéfices pour verser des rémunérations au moins à peu près décentes, au-dessus du seuil des bas salaires?»

BAISSE DES SALAIRES RÉELS

Cette situation ne se limite pas au personnel des grandes entreprises. Car la crise s'aggrave en Suisse. «Les salaires réels ont baissé en moyenne de près de 3% en 2021 et en 2022. Cette tendance à la baisse se poursuivra cette année et début 2024, notamment en raison de l'envolée des coûts des primes d'assurance maladie, de l'électricité et, désormais, des loyers. Une nouvelle perte menace,

pour la troisième année consécutive», avertit la présidente. Les personnes œuvrant dans les branches à bas salaires sont les plus touchées. Ces rémunérations «ont en effet massivement baissé au cours des sept dernières années, alors que celles au haut de l'échelle, soit des 10% gagnant le plus, ont augmenté». Parmi les personnes les plus affectées se trouvent aussi les femmes, dont une sur quatre gagne moins de 4500 francs par mois à plein temps. «Jusqu'en 2014, grâce aux CCT et à l'initiative pour un salaire minimum, nous avons réussi à faire en sorte de préserver les bas revenus. Ce n'est plus le cas», a constaté Vania Alleva, qui estime qu'il est temps de repartir à l'offensive: deuxième grande grève des femmes, succès des salaires minimums cantonaux et communaux à Zurich et à Winterthur, la société «reconnaît l'importance de ces minimums qui garantissent les besoins de base». Elle appelle les employeurs à cesser d'asséner des mauvaises excuses et à compenser le renchérissement, ce qui n'a pas été fait depuis 2021. Avec la hausse des prix cette année et celle de la productivité du travail, la présidente estime les augmentations nécessaires à 5%. «Les salaires doivent augmenter, et massivement!» a-t-elle déclaré, appelant à la manifestation

nationale pour le pouvoir d'achat du 16 septembre à Berne. Cette mobilisation doit être «un signal pour des augmentations générales des salaires, de bonnes CCT et des salaires minimums décents».

LES REVENDEMENTS D'UNIA

- Personne ne doit avoir un salaire inférieur à 4500 francs. C'est le montant de référence pour la politique salariale des syndicats.
- 4000 francs (fois 13) sont désormais le minimum absolu à appliquer immédiatement et sans exception!
- Au moins 5000 francs pour les professionnels avec apprentissage.
- Là où il n'y a pas de CCT avec des salaires minimums obligatoires, par exemple dans le commerce de détail et les soins de longue durée, il faut les introduire d'urgence.
- Les salaires minimums ne sont qu'une base. Pour la grande majorité des travailleurs et des travailleuses, il faut compenser les pertes considérables de salaires réels de ces dernières années.

TÉMOIGNAGES

La parole à des personnes engagées

Six travailleuses et travailleurs précisent les raisons de leur participation à la manifestation nationale du 16 septembre à Berne en faveur de l'augmentation des salaires

«JE SUIS AU MINIMUM»

Propos recueillis par Manon Todesco

HECTOR VILLACROS, NETTOYEUR, GENÈVE, 64 ANS «C'est très important pour moi d'aller à cette manifestation et ça devrait l'être pour tout le monde, car nous sommes dans une situation économique très compliquée. Tout augmente, les loyers, les primes, les prix, sauf les salaires. Et pire, les salaires minimums cantonaux sont maintenant menacés avec la motion Ettlin! Il est temps que les autorités agissent!

Il y a une grande inquiétude dans le secteur du nettoyage. Moi, j'y travaille depuis plus de quinze ans et je suis toujours au minimum. Cela fait des années que je réclame à être formé pour pouvoir gagner plus, mais on me l'a toujours refusé. Aujourd'hui, je suis à 60% et mon salaire net est de 2800 francs par mois. Heureusement, mon épouse travaille à 100% et nos enfants nous aident financièrement parfois. Notre loyer a augmenté de 100 francs, tout comme les factures d'électricité, et les courses alimentaires ont jusqu'à doublé. On ne s'autorise pas beaucoup de loisirs ou de dépenses. Je ne voyage plus vers mon pays d'origine, l'Equateur, car prendre l'avion est devenu trop cher. On s'autorise un petit restaurant de temps en temps.

Je suis très motivé à me battre pour des augmentations de salaires, pour tous, et j'essaie de convaincre mes collègues de se mobiliser aussi. J'aimerais que les dirigeants prennent conscience de la cherté de la vie: ce n'est pas possible pour nous, nettoyeurs, de vivre dignement avec si peu. Je ne parle même pas du stress et de la santé. Quand je vois mes collègues qui travaillent pour survivre, qui ne profitent de rien et qui sont toujours tristes et négatifs, ça me fait beaucoup de peine.

Quant à la retraite qui approche, quand j'y pense, ça me fait peur, car je vais perdre la moitié de mes revenus: comment je vais faire avec si peu? Il faudra peut-être que je reparte en Equateur, mais ma famille est à Genève, elle. Le choix va être difficile... ■



OR

GRANDE PRÉCARITÉ ESTUDIANTE

Aline Andrey

ROBIN AUGSBURGER, DIPLÔMÉ EN ANTHROPOLOGIE, À LA RECHERCHE D'UN EMPLOI, 25 ANS «Je ne me suis pas encore inscrit au chômage. Après des études, on ne peut toucher des indemnités que six mois plus tard et je souhaite éviter les stages type développement personnel proposés par l'ORP...» Voilà pour la situation professionnelle du jeune militant de la Grève du climat et d'Unia, qui manifestera à Berne avant tout pour les autres. «Personnellement, je ne suis pas trop dans le besoin, même si notre loyer – à ma mère et à moi – a augmenté, car j'ai la chance d'avoir le soutien de mon père. Je manifesterai pour une hausse des revenus existants: salaires, bourses, allocations chômage, aide sociale, assurance invalidité et rente vieillesse...» Robin Augsburger rappelle que

la précarité dans la population étudiante est grande, d'où l'existence d'un fonds d'urgence de la Fédération des étudiants et étudiantes à Neuchâtel. Et dénonce: «Les bourses, comme l'aide sociale, les rentes AI ou AVS n'augmentent pas au fil des ans et de l'inflation!» Pour le jeune homme de gauche, habitué des manifestations, il est urgent d'augmenter les bas salaires, dont ceux des apprentis, ainsi que de créer un salaire étudiant. Pour l'écologiste, il s'agit aussi de proposer d'autres manières de vivre. «Être solidaire en dehors du rapport d'argent est essentiel», lance-t-il, en donnant pour exemple le marché gratuit du collectif l'Amar ou ceux organisés lors du Black Friday. «En Suisse, on ne peut toutefois pas s'extraiter si facilement du système financier. Les loyers et les primes d'assurance maladie nécessitent encore des paiements en argent.» Et d'énumérer quelques autres mesures: instaurer une caisse unique, contrôler les loyers et les marges de la grande distribution, fonder le 2^e pilier dans le 1^{er}... «Le 16 septembre représente un premier pas, un message envoyé au patronat et à l'Etat. La mobilisation des travailleuses et des travailleurs est cependant importante sur la durée, dans toutes les branches, et à des niveaux plus locaux aussi. On doit réfléchir à imposer nos revendications syndicalement et à créer des contre-modèles autonomes.» ■



DE PHINE GUNCHARD

«J'AI APPRIS À JONGLER»

Sonya Mermoud

CLOTILDE PINTO, 60 ANS, VENDEUSE Depuis vingt ans, Clotilde Pinto travaille pour un grand distributeur. Cette vendeuse au bénéfice d'un CFC a dû réduire son activité à 50% en raison de problèmes de santé. Et peine à nouer les deux bouts avec son maigre salaire et l'inflation. «Je gagne 1850 francs net malgré ma longue expérience dans le domaine. Je me trouve clairement en dessous du seuil de pauvreté. Sans aide de ma famille, je n'arriverai pas à vivre», témoigne la sexagénaire, précisant qu'elle n'est pas seule dans cette situation. Et qu'elle participera aussi à la manifestation par solidarité avec les personnes partageant ses difficultés, elle qui, très engagée, préside la branche du commerce de détail à Unia et est aussi membre du bureau du comité régional vaudois du syndicat. «Les 8,7% de la population sont touchés par la pauvreté», chiffre la vendeuse, notant remarquer une baisse du pouvoir d'achat aussi dans son travail. «Des clients renoncent, à la caisse, à des articles, faute de disposer de suffisamment d'argent ou achètent en plus petites quantités. Comment pourront-ils faire face à de nouvelles hausses de prix déjà annoncées l'an prochain, comme pour les primes maladie et l'électricité?» De son côté, Clotilde Pinto a appris à jongler et consacre ses jours de congé à débusquer les actions et les meilleures offres. «C'est une gymnastique permanente. Heureusement, je suis bonne gestionnaire. Une facture imprévue? Je demanderais à pouvoir différer son règlement ou à payer par tranches.»

Si elle admet avoir touché une augmentation cette année, elle note qu'elle a été engloutie par le coût du renchérissement de la vie. «Nous avons obtenu une hausse de 2%, donc très peu pour moi qui travaille à mi-temps, et des cartes cadeaux. Mais même avec 6% de plus, on n'y arriverait pas», se désole la vendeuse, qui en appelle à l'intervention des autorités. «Le Parlement doit s'emparer du problème du pouvoir d'achat, qui sera durablement affaibli, et accorder des aides aux plus défavorisés, comme d'autres pays l'ont fait.» ■



OLIVIER VOELSANG

QUÊTE D'ÉCONOMIES

Sonya Mermoud

FANNY HOSTETTLER, ASSISTANTE EN PHARMACIE, 28 ANS Fanny Hostettler dénonce l'absence d'une convention collective de travail dans sa branche et, partant, la difficulté de faire évoluer les salaires sans une grille des rémunérations. Pour cette raison, elle soutient la manifestation. «Je gagne, à 70%, 3200 francs brut par mois, chiffre l'assistante en pharmacie. J'ai reçu une augmentation en 2022 de 150 francs par mois fois 12, mais mon salaire n'avait pas été majoré les quatre années précédentes. Je dois surtout cette revalorisation à ma gérante», précise Fanny Hostettler, qui travaille dans le domaine depuis une décennie environ. La jeune femme souligne la nécessité de toucher de meilleures rémunérations, d'autant plus à cause de l'inflation. «Avec la hausse des prix, notamment alimentaires et de l'essence, il reste toujours moins d'argent à la fin du mois. Mon pouvoir d'achat a clairement diminué.» Dans ce contexte, cette assistante en pharmacie de 28 ans précise privilégier pour ses courses les grands discounters. «Une décision dictée par des prix moins élevés mais, évidemment, c'est une moins bonne option en matière d'écologie.» La jeune femme note prendre garde à ses dépenses et calculer les postes où elle peut économiser. «Je fais attention. Une facture imprévue m'a



OR

contrainte par le passé à emprunter de l'argent à ma mère. Heureusement, je m'en sors mieux aujourd'hui avec l'aide de mon conjoint. Sans lui, il serait beaucoup plus difficile de prendre des vacances.» Pour Fanny Hostettler, les salaires à la fin de l'apprentissage devraient s'élever à 4500 francs brut contre les 4000 francs actuels, fois 12 ou 13 selon les employeurs. L'assistante en pharmacie argumente sur les responsabilités liées à la fonction: «Nous devons avoir des connaissances étendues pour servir au mieux les patients et éviter tous risques comme des interactions entre les médicaments.» De meilleures rémunérations permettraient aussi, selon Fanny Hostettler, de fidéliser et de recruter des employés dans un secteur confronté à une pénurie du personnel. «À cause des bas salaires, des horaires, papiers à la vente, et de la charge mentale.» ■

ZÉRO FRANC DÈS LE 20

Jérôme Béguin

FATAH CHIAI, LIVREUR Employé chez DHL en Valais, Fatah Chiai n'arrive pas à joindre les deux bouts. Habitant Sion, ce livreur gagne 4200 francs brut, auxquels s'ajoute un bonus de 400 francs s'il n'égare pas de colis ni ne commet d'accident. «Après avoir payé les factures, il ne reste pas plus de 400 à 500 francs pour finir le mois. Il faut attendre le 25 du mois pour toucher le salaire, mais souvent, nous n'avons plus un franc dès le 20», explique ce père de trois enfants. «Il faudrait deux salaires, malheureusement ma femme ne travaille pas, car elle souffre du diabète.» Ne touche-t-il pas des aides? «Je ne reçois rien du tout. Nous n'arrivons pas à payer certaines factures et nous sommes mis aux poursuites.» Et les saisies de l'Office des poursuites peuvent encore réduire le revenu disponible du ménage. «Le mois passé, on m'a enlevé 600 francs, je n'ai rien pu faire. Malgré ces dettes, nous n'avons rien. Cela fait dix ans que nous n'avons pas changé de canapé», tient à préciser le salarié, en ajoutant: «Je ne veux pas témoigner seulement pour moi, mais aussi pour les milliers de personnes qui sont dans la même situation.» Son aîné de 19 ans a débuté une formation et gagne désormais 800 francs. «Il paie ses factures, ça aide. Il voudrait passer le permis de conduire, mais nous n'avons pas les moyens de payer les cours obligatoires.»

Originaire du Kurdistan, Fatah Chiai est arrivé en Suisse il y a 21 ans, il y travaille depuis 19 ans et cela fait une dizaine d'années qu'il a rejoint le secteur de la logistique, d'abord chez DPD, puis chez DHL. Il livre aujourd'hui ses colis dans le Haut-Valais. «Les routes sont serrées et dangereuses l'hiver, c'est beaucoup de stress, si on ne reste pas concentré, on peut y laisser sa vie.»

De l'ordre de 50 à 100 francs, les augmentations reçues par les livreurs de DHL en 2023 sont insuffisantes à couvrir la hausse des prix. «Cette année est plus difficile que les autres.» Il sera donc de la manifestation du 16 septembre à Berne: «Ma présence peut être utile, si on est nombreux, on pourra être entendus.» ■

«JE COMPRE LES PRIX»

Propos recueillis par Manon Todesco

MARIA, 27 ANS, NETTOYEUSE, GENÈVE «Je préfère témoigner de façon anonyme, car j'ai récemment annoncé ma grossesse à mon employeur et la nouvelle n'a pas vraiment été bien prise. Je ne m'attendais pas du tout à cette réaction, et je préfère donc rester prudente. Je suis nettoyeuse depuis cinq ans et je serai le 16 septembre à Berne, car il faut lutter pour nos droits. D'autant plus dans notre branche, qui est très précaire, dévalorisée et mal payée et où en même temps le travail est pénible. Il nous faut de meilleurs salaires! Je suis payée au minimum, mais grâce au salaire minimum cantonal introduit à Genève ma rémunération a augmenté de 200 francs par mois. Aujourd'hui, je gagne environ 2200 francs par mois pour un contrat de 20 heures fixes et le reste est du travail sur appel. L'inflation n'a pas été compensée, mais mon loyer est passé de 1370 à 1450 francs pour un 25m². Au supermarché, avant, j'en avais chaque semaine pour 40 francs de fruits et légumes. Aujourd'hui, c'est passé à 60 francs. Je ne sors plus autant qu'auparavant et je compare les prix: je me dirige vers les marques distributeurs les moins chères. Je vis avec ma petite sœur, et heureusement, ma mère nous aide financièrement. Il est urgent que les salaires soient compensés et que l'inflation soit prise en compte.

Il faut aussi que les employeurs respectent la convention collective et considèrent la formation et l'expérience dans les salaires, ce qui n'est pas toujours le cas... Cela fait cinq ans que je travaille en tant que nettoyeuse, et mon revenu n'a pas évolué. J'ai aussi des collègues qui ont des CFC et qui sont au minimum: ce n'est pas très encourageant de se former si c'est pour ne pas être payé plus! Il faudrait aussi que les entreprises accordent des contrats avec plus d'heures de travail, afin d'éviter de cumuler les emplois pour espérer joindre les deux bouts à la fin du mois. Pareil pour le 2^e pilier auquel on ne cotise pas ou trop peu, et qui nous rend vulnérables à la retraite. Il est urgent de mettre en place une vraie protection des travailleurs!» ■

Revenus astronomiques...

Pour l'économiste d'Unia, Magnus Meister, la redistribution massive du bas vers le haut doit cesser. Pour cela, il faut une pression collective, sur les lieux de travail et dans l'opinion publique

Commentant l'étude d'Unia sur les écarts salariaux en 2022, Magnus Meister, économiste du syndicat, a expliqué que, malgré les critiques contre les salaires excessifs et le succès de l'initiative «contre les rémunérations abusives» – adoptée par 68% des votants en 2013 – «des cadres supérieurs des plus grandes entreprises suisses continuent de percevoir des revenus astronomiques». Pendant ce temps, la grande majorité des salariés connaissent «une baisse drastique de leurs salaires réels».

En moyenne, l'écart entre le plus bas revenu des 37 sociétés soumises à l'étude et celui le plus haut est de 1 à 139. Ce qui signifie que, pour gagner la paie mensuelle de son directeur, un ouvrier ou une ouvrière les moins bien payés devraient travailler 11 ans et demi. Pour avoir le même

salaire annuel, il leur faudrait... trois vies! Caracolant en tête des écarts salariaux, le patron de Roche, Severin Schwan, se distingue avec une rémunération 307 fois plus élevée que la rémunération la plus basse de son entreprise. Chez Novartis, le directeur Vasant Narasimhan gagne 190 fois plus que le plus petit salaire, tout en comptant à son actif la suppression de 8000 postes de travail... L'écart est aussi important dans les banques (243 fois plus chez UBS), et dans les machines où ABB se distingue avec un écart de 1 à 216. Dans l'alimentaire, le patron de Nestlé gagne 202 fois plus que le plus bas salaire et, dans l'horlogerie, l'écart est de 1 à 168 chez Richemont et de 1 à 165 chez Swatch. La construction n'est pas en reste. Holcim par exemple figure à la 12^e place du tableau avec un rapport de 1 à 154.

LES PROFITS, QUE POUR LES ACTIONNAIRES

A ce constat «explosif», selon l'économiste d'Unia, l'étude ajoute un volet sur les dividendes et les rachats d'actions ayant permis un «enrichissement massif» des actionnaires. Ces redistributions vers le haut ont augmenté de 30% depuis 2018, soit avant la pandémie. L'année dernière, les actionnaires des groupes étudiés ont encaissé en tout 76 milliards de francs. Presque l'équivalent des recettes ordinaires de la Confédération! «Les bénéfices croissants des entreprises – en moyenne 25% plus élevés qu'en 2018 – ne conduisent en aucun cas à une répartition plus équitable, ni dans les entreprises elles-mêmes, ni dans l'ensemble de la société. Elles réalisent en effet une partie de leurs bénéfices croissants grâce à des hausses de prix excessives. Cela alimente l'inflation et la perte de

pouvoir d'achat de la population, a expliqué Magnus Meister. Les sociétés ont profité de la pandémie de Covid, des problèmes de la chaîne d'approvisionnement, de l'inflation et de la guerre en Ukraine pour augmenter les rémunérations des managers et les distributions de capital aux actionnaires», alors qu'en bas, les simples employés le paient avec des pertes de salaire réel. «Cette redistribution massive du bas vers le haut doit cesser», a lancé l'économiste, soulignant que, pour cela, «une pression collective, sur les lieux de travail et dans l'opinion publique» est nécessaire. ■

Pour télécharger l'étude, aller sur: unia.ch/fr/monde-du-travail/de-a-a-z, puis sous Salaires et Etude sur les écarts salariaux.

MANIF

INFOS PRATIQUES TOUTES ET TOUS À LA MANIFESTATION SALARIALE À BERNE LE 16 SEPTEMBRE !

La mobilisation pour le pouvoir d'achat et l'augmentation des salaires et des rentes aura lieu le samedi 16 septembre à Berne. Rendez-vous est donné à 13h30 à la place Schützenmatte à quelques pas de la gare de Berne. Le cortège démarrera à 14h pour parcourir les rues de la capitale. Dès 15h environ la manifestation se déroulera sur la Place fédérale. Discours et musique sont prévus. Pour se rendre à Berne, des transports gratuits sont organisés. Un train spécial partira de Genève au milieu de la matinée. Il s'arrêtera à Nyon, Lausanne et Fribourg. Pour les autres localités, des billets de raccordement ainsi que des transports en train ou en bus sont disponibles. ■

Horaires et inscriptions pour les transports:

BIENNE:
12h Rassemblement devant la gare. Départ à 12h22. Retour à 16h42. Inscriptions: bienne-soleure.unia.ch/manif-salariale
FRIBOURG:
12h20 Rassemblement à la gare. Départ du train spécial à 12h45. Retour: train régional BLS à 16h45. Inscriptions: fribourg.unia.ch/manif-salariale
GENÈVE:
10h Rassemblement à la place Lise-Girardin (anc. place des 22-Cantons). Départ du train spécial à 10h32. Retour avec l'IC de 16h34 ou avec l'IR de 17h04. Inscriptions: geneve.unia.ch/manif-salariale



NEUCHÂTEL:
Bus gratuits, départs:
Le Locle, 11h25.
La Chaux-de-Fonds, 11h45.
Neuchâtel, 12h15, esplanade de la Maladière.
Départ de Berne pour le retour vers 16h30.
Inscriptions: neuchatel.unia.ch/manif-urgence-salariale
TRANSJURANE:
Porrentruy à 11h40, gare CFF.
Delémont à 12h12, gare CFF.
Moutier à 12h22, gare CFF.
Inscriptions: transjurane.unia.ch/manif-salariale
VALAIS:
Martigny à 11h, place de Rome.
Monthey à 11h15, Manor.
Sierre à 10h30, parking extérieur de Manor.
Sion à 10h45, place des Potences.
Inscriptions sur: valais.unia.ch/manif-salariale
VAUD:
Nyon (train spécial) rendez-vous à 10h30 à la gare, train à 10h48.
Lausanne (train spécial) rendez-vous à 11h à la gare, train à 11h17.
Trains de raccordement:
Vevey à 10h30, gare.
Morges à 10h45, gare.
Yverdon à 11h, gare.
Payerne à 11h30, gare.
Bus direct:
Aigle, 11h30, ch. de Marjolin 51.
Inscriptions sur: vaud.unia.ch/manif-salariale

BRÈVES

ELLES ONT COURU POUR UNE BONNE CAUSE



Succès renouvelé pour la onzième édition de la course valaisanne la Montheysanne qui s'est déroulée le 20 août dernier. Cette compétition solidaire cent pour cent féminine a rassemblé à Monthey pas moins de 1909 participantes malgré un soleil de plomb. Programmée chaque année, elle permet de récolter des fonds destinés à financer des activités en faveur de femmes victimes d'un cancer, principalement du sein et des poumons, dans le but de les sortir de leur isolement. Comme de coutume, des militantes d'Unia Valais, T-shirt et casquette rose de circonstances, ont répondu présentes au rendez-vous. «Nous étions sept à courir les 5 kilomètres et sept autres à rejoindre la marche de soutien des 2,5 kilomètres. Les responsables ont avancé certains départs en raison de la canicule et mis sur pied des points de ravitaillement supplémentaires», témoigne Sandra Previti, secrétaire syndicale, organisatrice de l'équipe Unia. Habituee de la rencontre portée pour cette cuvée par 170 bénévoles et qui a réuni quelque 4000 personnes, la syndicaliste de 47 ans y a pris part cette année à double titre: en tant que coureuse solidaire, mais aussi en tant que malade après qu'on lui a diagnostiqué un cancer du sein en novembre dernier. «C'était une journée pleine d'émotion. Malgré la chaleur et la transpiration au terme de la course, il me restait encore de l'eau dans mon corps pour pleurer...» souligne cette battante rayonnante, qui a confié au journal valaisan *Le Nouvelliste* «être partie pour tout donner, en guerrière», armée d'un courage, d'une détermination et d'un allant qui forcent l'admiration... ■ **SM**

DELÉMONT
SOIRÉE SUR L'INFLATION

Primes d'assurance maladie, coûts de l'énergie, loyers, nourriture: tout devient plus cher. Pourtant les salaires et les retraites ne sont pas adaptés: les personnes ont toujours moins pour vivre. Comment faire face aux hausses de prix? Comment renforcer le système de retraite? Quels leviers est-il possible d'actionner en tant que citoyen? Unia Transjurane organise le jeudi 7 septembre à 19h30, à StrateJ, route de Moutier 14 à Delémont, une soirée publique pour aborder ces différentes questions. Cette rencontre se déroulera avec Pierre-Alain Fridez, conseiller national, et Pierre-Yves Maillard, président de l'Union syndicale suisse (USS) et conseiller national. ■ **L'ES**

LAUSANNE
LIP ET LA SUISSE

En 1973, les 1300 salariés de Lip, entreprise horlogère basée à Besançon, dans le département français du Doubs, occupaient leur usine menacée de fermeture en mettant en place un système d'autogestion inédit. Un demi-siècle plus tard, cette utopie est l'objet d'un projet pluridisciplinaire mené par des chercheurs des Universités de Lausanne, de Franche-Comté, de Bourgogne et de Haute-Alsace, et organisé autour de trois séminaires thématiques et d'un colloque international. Le 29 septembre, l'Université de Lausanne accueillera le séminaire sur le thème «Lip entre France et Suisse». Des chercheurs interviendront sur les échos dans notre pays de cette expérience autogestionnaire et le soutien à cette lutte exemplaire. Réunissant des syndicalistes genevois ayant vécu cette époque, Luis Blanco et Georges Tissot, respectivement à la FTMH et à la Fédération chrétienne des ouvriers métallurgistes, ainsi que Silvia Locatelli, actuelle secrétaire régionale d'Unia Neuchâtel, une table ronde évoquera les «Expériences militantes autour de Lip». Il sera aussi question des grèves et des combats autogestionnaires menés à l'imprimerie du *Courrier* entre 1973 et 1976, ainsi qu'à la Sarcem en 1976 avec un participant à l'occupation de cette entreprise de microtechnique située à Meyrin (GE), Jacques François. ■ **JB**

Jeudi 28 septembre à 18h30: projection du film *Lip ou l'imagination au pouvoir* à la Cinémathèque suisse à Lausanne. Vendredi 29 septembre dès 10h: séminaire à l'Université de Lausanne.

AGENDA UNIA

BIENNE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Bienne: pour connaître les heures d'ouverture du secrétariat et de la caisse de chômage, merci d'appeler le 032 329 33 33.
Granges-Longeau: pour connaître les heures d'ouverture, merci de contacter le 032 653 01 11.
Lyss: le guichet est fermé. Une permanence téléphonique est ouverte au 032 329 33 33.
Autres informations sur bienne-soleure.unia.ch

FRIBOURG

PERMANENCES

La permanence est ouverte par téléphone au 026 347 31 31 et par e-mail à fribourg@unia.ch. En cas de nécessité, un rendez-vous avec une ou un secrétaire syndical peut être fixé par téléphone. Les plages de temps encore disponibles sont fournies lors de l'appel téléphonique. Les entretiens ont lieu à Bulle ou à Fribourg.

BULLE - CHALET DE L'ENTRAIDE DE MONTBARRY-LE PÂQUIER

Locations: veuillez vous adresser à M. et Mme Carlos et Augustina Pinto au 078 803 62 43 ou carlosmendes614@gmail.com

GENÈVE

HORAIRES DU SECRÉTARIAT

Nous sommes ouverts le lundi de 14h à 18h, et les mardi, jeudi et vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h. Les permanences restent sur rendez-vous (à fixer au guichet ou par téléphone au numéro ci-dessous). Les adhésions pouvant être réalisées à nos guichets, nous invitons les personnes qui ne sont pas membres et qui souhaitent un conseil

à se présenter dans nos locaux. Permanence téléphonique du mardi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h au 0848 949 120.

CAISSE DE CHÔMAGE

Réception: rue des Gares 12, 1201 Genève.
Guichets: 9h-12h et 14h-17h, sauf lundi matin.
Permanence téléphonique: 058 332 11 32.
De 8h à 12h et de 13h30 à 17h, sauf le mercredi après-midi.
Contact par email ou envoi des documents: sans-emploi.ch/espace-client
Formulaires U1: geneve.pdu1@unia.ch

GRUPE DES RETRAITÉS
Comité des retraités

Les réunions du comité des retraités, ouvertes à tous les membres, ont lieu tous les **2^e mardis du mois**, dans les locaux du syndicat, 5, ch. Surinam.

NEUCHÂTEL

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel
Permanences syndicales: lundi, mercredi et jeudi de 15h à 18h.
Ouverture des secrétariats: du lundi au jeudi de 10h à 12h et de 15h à 18h et le vendredi de 10h à 12h.
Fleurier, permanences syndicales
Les jeudis de 13h à 18h tous les 15 jours.
Ouverture du secrétariat
Vendredi de 10h à 12h.
Le Locle
Ouverture du secrétariat
Mardi et jeudi, de 10h à 12h et de 15h à 18h.
Permanence téléphonique pour toute la région: du lundi au vendredi de 10h à 12h et du lundi au jeudi de 14h à 18h au 0848 203 090.

LA CHAUX-DE-FONDS
GRUPE DES RETRAITÉS

Visite

Votre comité vous donne rendez-vous le **mercredi 27 septembre** à 13h45 à la place Espacité pour une visite de la ville en petit train touristique. Départ du train à 14h (prix AVS 5 francs). Au terme de la visite, vous pourrez visionner un film à l'Espace de l'urbanisme horloger, rue Jaquet-Droz (durée environ une heure). Pour ceux qui le souhaitent, possibilité de boire le verre de l'amitié au restaurant de la Fontaine. **Inscription obligatoire** auprès de Didier Gigon du 22 au 25 septembre (dernier délai) au 032 968 63 08 ou 079 385 37 55. En cas de météo défavorable, la visite sera annulée, selon dvécision de l'Office du tourisme. En espérant vous rencontrer nombreux à cette occasion, n'oubliez pas votre bonne humeur.
Votre comité

TRANSJURANE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS
Secrétariat de Delémont

Téléphone: lundi au jeudi de 9h à 11h30 et de 13h30 à 17h30; vendredi de 9h à 11h30 au 0848 421 600.
Delémont, rue de la Jeunesse 2, 2^e étage: lundi au jeudi de 9h à 11h30 et de 13h30 à 17h30.
Porrentruy, rue des Baïches 18: lundi de 13h30 à 17h30.
Tavannes, rue du Quai 20: jeudi de 13h30 à 17h30.
Saint-Imier, rue Francillon 20: mardi de 13h30 à 17h30.

CAISSE DE CHÔMAGE

Delémont: lundi, mercredi et vendredi matin de 9h à 11h30; lundi, mardi et jeudi après-midi, de 14h à 17h. Le bureau de la caisse de chômage a déménagé. Il se trouve à la place de la Gare 11.
Moutier: mercredi après-midi, de 14h à 17h.
Porrentruy: lundi après-midi de 14h à 17h; jeudi matin, de 9h à 11h30.
Saint-Imier: mardi et jeudi de 14h à 17h.
Tavannes: lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi matin, de 9h à 11h30; lundi, mardi et jeudi après-midi, de 14h à 17h.
Permanence téléphonique: 058 332 11 32.

VALAIS

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Téléphone: 027 602 60 00 de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h30.
Ouverture des guichets: lundi, mercredi et vendredi.
Sion, Sierre, Martigny, Monthey: de 9h à 11h30.
Permanences du soir
Sierre: lundi de 17h à 19h.
Monthey: mardi de 17h à 19h.
Sion: jeudi de 17h à 19h.
Martigny: jeudi de 17h à 19h.

CAISSE DE CHÔMAGE

Téléphone: 058 332 11 32.
Du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h.

Ouverture des guichets:
Martigny, Monthey, Sierre, Sion
Lundi et mardi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h, mercredi de 8h30 à 11h30, jeudi et vendredi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h.

VAUD

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Les secrétariats de Lausanne, Nyon, Yverdon, Vevey et du Sentier ont un numéro de téléphone commun. Vous pouvez les contacter au 0848 606 606 ou au 0041 848 606 606 depuis la France.
Les permanences des secrétariats ci-dessus se font **uniquement sur rendez-vous. Elles ont lieu les lundi, mardi et jeudi de 14h à 18h.** Pour les autres secrétariats, renseignez-vous par téléphone.
Horaires téléphoniques:
Lundi à vendredi matin de 8h30 à 12h.
Lundi après-midi de 13h30 à 17h.
Mardi et jeudi de 13h30 à 18h.
Mercredi après-midi fermé.
Vendredi après-midi de 13h30 à 16h.

CAISSE DE CHÔMAGE

Lausanne, Vevey, Aigle, Morges, Nyon, Crissier, Yverdon, Payerne, Le Sentier
En lieu et place de l'envoi d'e-mails, les demandeurs d'emploi doivent désormais contacter la caisse de chômage au moyen du formulaire de contact internet disponible sur la page d'accueil sans-emploi.ch.
L'objectif de ce formulaire est de fournir des réponses à de nombreuses questions via la FAQ, il permet d'éviter de l'attente au téléphone et fluidifie le traitement.
Le formulaire permet en outre de télécharger les documents manquants directement sur cette page. Nous restons évidemment accessibles aux assurés par téléphone au 058 332 11 32 (numéro unique pour la Suisse Romande).

PARCS ET JARDINS: LES SYNDICATS EXIGENT 6% D'AUGMENTATION

Les travailleurs genevois du secteur et leurs syndicats exigent une réelle revalorisation des salaires face à la perte du pouvoir d'achat de ces dernières années. Témoignages

Textes Manon Todesco

À Genève, les partenaires sociaux du secteur des parcs et jardins, des pépinières et de l'arboriculture vont bientôt se réunir pour ouvrir des négociations salariales dans le cadre de la Convention collective de travail cantonale. Dans cette perspective et un contexte général d'inflation, les syndicats Unia, Sit et Syna ainsi qu'une délégation de travailleurs ont appelé les employeurs de la branche à augmenter les salaires. Lors d'une action symbolique organisée le 31 août devant la Fédération des entreprises romandes, ils ont remis à Jardin Suisse, l'association patronale, un double râteau ainsi qu'une lettre de revendications. «Sa particularité, c'est qu'il ratisse des deux côtés, pas seulement du côté patronal», a présenté José Sebastiao, secrétaire syndical à Unia. Ces dernières années, les augmentations accordées aux quelque 1200 travailleurs actifs dans le canton ont été minimalistes, estiment les syndicats. «Il y a eu des avancées en matière de contrôle des conditions de travail, se réjouit le syndicaliste d'Unia. Mais au niveau des salaires, les montants restent dérisoires: on parle de 0,4% ou 0,5% d'augmentation, soit d'une vingtaine de francs de plus par mois en 2023... Cela ne peut plus continuer et nous sommes là pour montrer aux employeurs que les employés en ont ras le bol et qu'ils demandent un meilleur partage des bénéfices.» Les syndicats l'assurent: la branche se porte bien; tout comme les carnets de commandes des entreprises. Voilà pourquoi, pour 2024, les sala-



Une délégation de travailleurs du secteur des parcs et jardins a remis aux employeurs genevois un cadeau symbolique, un râteau qui ratisse dans les deux sens.

riés et leurs syndicats exigent une augmentation de 6%, qui représente la perte du pouvoir d'achat sur ces trois dernières années. «Si les choses ne bougent pas lors des négociations, les travailleurs croiseront les bras et

on risque de trouver certains parcs moins jolis à Genève», alerte José Sebastiao. Rappelons que ce sont des métiers difficiles, avec des horaires flexibles, le travail du samedi, qu'il fasse froid

ou très chaud. «Genève est une ville riche et ces travailleurs, qui craignent les fins de mois, méritent mieux que ça, ajoute Thierry Horner, du syndicat Sit. Ce n'est pas avec 20 francs qu'on fait bouillir la marmite!» ■

TÉMOIGNAGES

MARIO «Je travaille dans une toute petite entreprise, nous sommes entre 2 et 4 salariés, et il est vrai qu'il n'est pas toujours facile de communiquer avec son patron, car on se retrouve souvent à travailler en binôme et c'est une relation particulière. Depuis douze ans que je travaille dans cette branche, mon salaire a très peu augmenté. Chaque année, c'est de pire en pire, car tout le reste augmente. On aimerait une hausse de salaire correcte. Nos clients paient le prix, notre travail est bien fait, mais nous avons l'impression de ne pas en récolter les fruits. Je travaille neuf heures par jour et en tout temps, sauf quand il y a trop de neige. Mon loyer a augmenté de 20%, et les assurances d'une trentaine de francs par personne. Au quotidien, cela nous contraint à chercher les prix les plus bas et on ne part pas en vacances. De toute façon, dans ce métier, le planning est tellement chargé l'été que c'est compliqué de partir. On nous encourage à prendre nos congés plutôt en hiver, mais ma fille est à l'école ici.»

EMBALO «J'aime beaucoup mon métier, mais le salaire est loin d'être suffisant. Je travaille à 80% et je touche 3200 francs brut par mois. Le problème, c'est que je suis payé en tant qu'aide-jardinier mais je fais le boulot d'un jardinier: je fais les plantations, j'engazonne et je monte en harnais pour tailler des arbres. Chaque année, je demande des augmentations, mais j'obtiens seulement une vingtaine de francs. Mon loyer est de 1225 francs aujourd'hui, mais il va passer à 1400 francs en 2024. Sans vraie hausse de salaire, je ne sais pas comment je vais gérer ça. Sans parler du stress et de la pression au travail: parfois, on ne peut pas prendre nos pauses ou alors on doit manger dans le camion, sans rien pour réchauffer notre repas. Il faut que les choses changent.» ■

Elvetino: nouvelle convention sur les rails

Le personnel de la restauration ferroviaire d'Elvetino profitera dès l'an prochain de meilleures conditions d'emploi, notamment en matière de salaires et d'horaires de travail

Sonya Mermoud

Augmentation des salaires, baisse du temps de travail favorisant une meilleure conciliation entre vie professionnelle et vie privée: au terme de longues et intenses négociations – pas moins de dix rencontres, sans oublier les discussions entre les rondes – les syndicats Unia et SEV ont conclu avec Elvetino SA une nouvelle Convention collective de travail (CCT). Cet accord entrera en vigueur l'année prochaine pour une durée de quatre ans. Il amène différentes améliorations même si les organisations des travailleuses et des travailleurs n'ont pas obtenu, comme elles le souhaitaient, l'introduction de la semaine de cinq jours. «Nous sommes néanmoins parvenus à ce qu'elle passe de 6 jours à 5 jours et demi. Le nombre d'heures hebdomadaires a aussi été réduit à 41 heures contre 42 heures actuellement. Il y aura donc davantage de congés. D'autant plus que le dimanche sera aussi majoré de 10% en temps. C'est un premier pas en appelant d'autres», précise Mauro Moretto, coresponsable du secteur tertiaire d'Unia, notant qu'il aura fallu

batailler dur pour obtenir ces changements. «Elvetino n'en voulait pas, arguant que l'entreprise, filiale des CFF, devait s'adapter aux horaires de la régie. Des explications qui ne nous ont pas convaincus.»

UN MODÈLE SALARIAL TENANT COMPTE DES ANNÉES DE SERVICE

Dans les points positifs, le syndicaliste mentionne un nouveau modèle salarial, transparent, qui entraînera une hausse générale des rémunérations. Cette majoration se révélera particulièrement importante pour deux tiers des 700 employés d'Elvetino. «L'augmentation pourra atteindre pour certains employés plus de 150 francs supplémentaires par mois, voire davantage, la nouvelle grille prenant rétroactivement en compte les années d'expérience.» Le salaire minimum passera par ailleurs de 4080 francs à 4110 francs fois 13 et sera indexé au coût de la vie. En matière de protection contre les licenciements, les syndicats soulignent aussi quelques avancées concrétisées, pour les collaborateurs rencontrant des problèmes médicaux ou âgés, par une prolongation du délai de départ passant

de trois à quatre mois. Ont aussi été négociées, en fonction des années d'ancienneté, des enveloppes destinées à financer des mesures de soutien à la recherche d'un emploi. Les contributions de formation seront par ailleurs également plus généreuses. Sans oublier des rabais sur les frais de déplacement et les consommations personnelles pendant le service. Le SEV et Unia ont orienté les discussions avec la direction d'Elvetino sur la base des principales revendications du personnel définies après une enquête qu'ils ont menée au printemps 2022. «Nous avions un important cahier d'exigences à défendre et avons mis l'accent sur celles prioritaires. Au final, nous ne sommes pas entièrement satisfaits des résultats, mais nous comptons bien, sur la question du temps de travail, parvenir aux cinq jours réclamés par le personnel.» ■

LES VAUDOIS VOTERONT POUR ÉLARGIR LES DROITS DES ÉTRANGERS

Le mouvement citoyen Ag!ssons a déposé le 1^{er} septembre son initiative «Pour des droits politiques pour celles et ceux qui vivent ici»

Aline Andrey

L'initiative populaire cantonale vaudoise «Pour des droits politiques pour celles et ceux qui vivent ici» a abouti. Le mouvement Ag!ssons a récolté plus de 15 000 signatures, alors que 12 000 étaient nécessaires. Une première victoire pour ce collectif citoyen qui a lancé, en avril dernier, plusieurs initiatives afin de renforcer la démocratie. Celle-ci, la première à aboutir, demande que toute personne étrangère domiciliée depuis dix ans au moins en Suisse et trois ans dans le canton de Vaud puisse être élue et voter dans le canton. Cela concerne plus d'un tiers des habitants du canton, qui travaillent, participent à la vie associative et sportive, paient leurs impôts et dont certains y sont même nés. Ag!ssons souligne: «Il en résulte que les élections et les votations ne sont pas représentatives de la population du canton de Vaud et qu'elles ne vont pas dans le sens d'un élargissement de la démocratie: ce tiers manquant de la population est également impacté par les décisions politiques, pourtant, il n'a pas son mot à dire! L'instauration des droits politiques pour les non-Suissesses et les non-Suisses permettra de combler ce problème de représentativité et d'inclusivité. Renforçons la souveraineté populaire et la cohésion de la société en leur donnant le droit de participer activement aux processus démocratiques!»

TROISIÈME VOTATION

Les Vaudois voteront pour la troisième fois sur le sujet. En 1992 et en 2011, deux initiatives cantonales avaient échoué dans les urnes à 74% pour la première et 69% pour la seconde. «Pendant notre récolte, menée par une septantaine de bénévoles, nous avons senti un fort enthousiasme de la part des citoyens des 300 communes vaudoises. Avec la crise du Covid, je pense qu'il y a eu une prise de conscience de l'importance des travailleuses et des travailleurs souvent non suisses qui étaient au front», souligne Simon Berthoud, responsable de campagne pour Ag!ssons, qui espère le soutien des partis de gauche et des syndicats à cette initiative. Depuis vingt ans, les droits politiques sont octroyés aux personnes détentrices d'un permis B ou C dans les communes vaudoises (après dix ans en Suisse et dès trois ans dans le canton). Une situation similaire se retrouve dans nombre de communes romandes. Toutefois, au niveau cantonal, seul le Jura (depuis 1979) et Neuchâtel (depuis 2001) ont donné le droit de vote, mais non pas d'éligibilité, aux personnes de nationalité étrangère. ■

«LES ÉLECTRICIENS JOUERONT UN RÔLE IMPORTANT DANS LA TRANSITION VERTE»

Les syndicats mondiaux de l'électricité ont adopté cet été un appel pour une transition équitable vers des industries à émissions faibles ou nulles. A cette occasion, l'Internationale du bâtiment et du bois a appelé au respect du droit à la santé et à la sécurité des travailleurs

Textes Sylviane Herranz

Au début de l'été, les syndicats mondiaux de l'électricité (Global Power Trade Unions - GPTU)

se sont réunis à Vancouver au Canada. Cette conférence internationale a rassemblé des syndicalistes de la branche de l'électricité et de celle des ascenseurs de nombreux pays. Outre

le Canada, les Etats-Unis, le Mexique ou encore l'Australie, des pays européens étaient représentés, dont le Danemark, la Norvège, la Finlande et la Suède.

Organisée par l'Union internationale des constructeurs d'ascenseurs (IUEC), syndicat du Canada et des Etats-Unis comptabilisant quelque 25 000 membres, cette rencontre a débattu de nombreuses questions préoccupant les électriciens et les constructeurs d'ascenseurs, deux branches étroitement liées. Parmi les problématiques abordées: la formation, l'organisation du travail, la santé et la sécurité, le changement climatique ainsi que la place des femmes et des jeunes dans la transition verte. Les délégués ont aussi exprimé leur solidarité avec les travailleurs ukrainiens. Le GPTU s'est engagé à participer à la reconstruction de l'Ukraine après la guerre. La question de la transition climatique et de la place des travailleurs de l'électricité dans ce processus a ponctué l'intervention du secrétaire général de l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (IBB), Ambet Yuson: «Les électriciens sont les emplois de demain. Ils joueront un rôle important et distinct dans la transition verte. Alors que la rénovation devient un élément essentiel de nos efforts d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, des professionnels plus qualifiés, tels que les électriciens, sont nécessaires dans une variété de projets de construction écologiques.» Le nombre de postes de travail dans le secteur énergétique devrait augmenter de 40% au niveau mondial indique l'IBB dans un communiqué. L'organisation se base sur des données de l'Agence internationale de l'énergie qui prévoit que le passage à des solutions industrielles sans émissions créera 16 millions d'emplois dans le domaine. Rien qu'aux Etats-Unis, un million d'électriciens supplémentaires seraient nécessaires dans la prochaine décennie pour couvrir les besoins de rénovation. Autre exemple, le Portugal nécessiterait de 80 000 travailleurs qualifiés en plus, notamment des charpentiers, des électriciens et des superviseurs.



NEIL LABRADOR/ARCHIVES

Pour faire face au changement climatique, la rénovation de bâtiments et nombre de projets de constructions écologiques exigeront l'engagement de professionnels qualifiés, tels que les électriciens.

RÉCHAUFFER LES DROITS DES TRAVAILLEURS, PAS LA PLANÈTE!

Le secrétaire général de l'IBB a également mis l'accent sur la nécessité de respecter, sur les lieux de travail, le droit fondamental des salariés à la santé et à la sécurité. Il a ainsi invité les syndicats mondiaux de l'électricité à participer à la campagne de l'IBB «Réchauffons les droits des travailleurs, pas la planète!», lancée mi-juillet. Cette dernière vise, à l'approche de la COP28 (Conférence sur le climat qui débutera fin novembre à Dubaï), à convaincre les Nations Unies de protéger les travailleurs du stress, de la chaleur intense et des événements météorologiques extrêmes, et à exiger de meilleurs emplois et de meilleures conditions de travail. «Nous devons nous attaquer à l'impact de la crise climatique sur la santé physique et mentale des travailleurs et promouvoir des environnements de travail sûrs et sains», a insisté Ambet Yuson, pour qui santé et sécurité sur les lieux de travail sont des éléments indispensables. Dans son communiqué, l'IBB souligne qu'à l'issue de ses travaux, la conférence du GPTU a adopté plusieurs résolutions dont un appel à une transition équitable pour les travailleurs actifs sur des lieux de travail à forte intensité d'émissions vers des industries vertes à émissions faibles ou nulles. ■

* Voir sous: bwint.org/fr_FR/



LES ÉLECTROS ET LES TECHNICIENS DU BÂTIMENT DE SUISSE SE MOBILISENT LE 7 OCTOBRE!

Pénurie de main-d'œuvre entraînant stress et pression sur les salariés, conditions de travail et de salaires insatisfaisantes: les travailleurs suisses de l'électricité et ceux de la technique du bâtiment se mobilisent cet automne. Soutenus par Unia, ils défilent à Zurich lors d'une manifestation nationale qui aura lieu le samedi 7 octobre en début d'après-midi. Des négociations pour le renouvellement de la CCT de l'électricité et de celle de la technique du bâtiment se déroulent cette année. C'est l'occasion pour les salariés de faire entendre leur voix et d'exiger des améliorations de leurs conditions de travail qui, souligne Unia, leur permettront d'envisager leur avenir dans des professions essentielles face aux enjeux climatiques. Les professionnels des deux branches revendiquent: des salaires attractifs, davantage de vacances et de temps, une retraite anticipée, le paiement intégral des trajets et 20 francs d'indemnité pour les repas. La manifestation sera aussi l'occasion de contrer les exigences de flexibilité des employeurs. Selon le syndicat, ces derniers «veulent imposer jusqu'à 50 heures par semaine dans l'électricité sans supplément, et des heures supplémentaires illimitées dans la technique du bâtiment». Unia invite tous les travailleurs de ces deux branches à participer à la mobilisation du 7 octobre. De plus, deux pétitions soutenant les revendications peuvent être contresignées en ligne. Des transports gratuits sont organisés par le syndicat. ■

Pour plus d'informations, signer la pétition ou s'inscrire, aller sur: unia.ch/fr/actualites/evenements/detail/a/20140



Les peuples autochtones au cœur de la transition

Aline Andrey

A l'occasion de la Journée internationale des peuples autochtones, le 9 août dernier, les organisations de défense et les syndicats ont mis en lumière les formes extrêmes de discrimination dont ils sont victimes, notamment: l'absence des droits à l'autogestion ou d'accès à leurs terres; l'exploitation et la pollution de leur territoire, entraînant une destruction effective de leurs moyens de subsistance et les obligeant à se déplacer; l'accès inexistant ou insuffisant à des services de base, tels que l'éducation et les soins de santé, qui «pérpétue l'héritage négatif de l'assujettissement historique». Dans un communiqué, la Confédération syndicale internationale (CSI) s'engage à «mettre fin à la ghettoïsation économique des peuples autochtones du monde entier dans des emplois faiblement rémunérés qui sous-évaluent leur travail», à continuer «de lutter contre les inégalités auxquelles ils sont confrontés» et à «soutenir leur inclusion dans les syndicats». Jusqu'à présent, la pauvreté, le manque de protection sociale et les expropriations de terre les frappent davantage, tout comme les changements climatiques. La

CSI estime donc que «les gouvernements ont l'obligation de respecter, de protéger et de garantir les droits des peuples autochtones lorsqu'ils entreprennent des actions visant à faire face au changement climatique moyennant des mesures garantissant une transition juste». «Ces derniers doivent être consultés et avoir le droit de participer à la prise de décisions qui les concernent. En outre, les connaissances qu'ils peuvent transmettre pour faire face aux défis environnementaux urgents auxquels est confronté le monde doivent être reconnues, valorisées et utilisées», souligne encore la CSI. Cela afin de «mettre l'économie au service de l'humanité et sauver les personnes et la planète de la menace de destruction». Plus largement, la faïtière syndicale internationale prône la construction d'un nouveau contrat social entre les travailleurs, les entreprises et les gouvernements: des emplois respectueux du climat, accompagnés d'une transition juste; des droits pour tous les travailleurs et les travailleuses; une justice salariale, notamment un salaire minimum vital; une protection sociale universelle; l'égalité et l'inclusion. ■

BRÈVES

COMMÉMORATION IL Y A 50 ANS, LE CHILI BASCULAIT

Pour rappeler les 50 ans du Coup d'Etat sanglant du 11 septembre 1973 au Chili, une série d'événements se déroulent ces prochains jours. A Lausanne, le centre socioculturel Pôle Sud (av. Jean-Jacques Mercier 3) propose, avec le cycle de projections Visions du Nouveau Monde, du 13 au 15 septembre, plusieurs films dont le documentaire *Me duele la memoria* de Lara Heredia Lozar et Bastien Genoux, des conférences, une exposition de photos d'Elena Rusca, une pièce de théâtre intitulée *Tant que nos cœurs flambaient* par la Compagnie du Souffle 14. Ces différentes propositions reviennent sur l'histoire du pays après l'assassinat du président socialiste Salvador Allende, la dictature de Pinochet (1973-1990), mais aussi sur les traumatismes, l'exil, les manifestations de 2019 contre le néolibéralisme ou encore les expérimentations actuelles de la coordination féministe Femfest. A Genève, une exposition intitulée «No memorials» se penche plus spécifiquement sur l'exil chilien du point de vue genevois. Elle est organisée par le Collectif Migrations Sonores et l'association Marisa Cornejo Studio et propose également en sus des ateliers, des projections et des concerts, jusqu'au 15 septembre dans l'espace Le Commun (rue des Vieux-Grenadiers 10). Commémorative, cette exposition vise aussi à «rendre hommage aux parcours de vie intimement liés à cette histoire de déracinement, de luttes et d'espoir». ■ AA

Programmes détaillés sur: polesud.ch/event_listing_type/chile-1973-2023/scenes-culturelles.geneve.ch/lecommun/agenda.html

CONFÉRENCES FINANCE ET CLIMAT: QUELLES PERSPECTIVES?

Sous l'intitulé «Finance et climat: quelles perspectives?», Les avocates et les avocats pour le Climat, Swiss Youth for Climate et l'Association des étudiantes et étudiants en droit de l'UNIGE organisent une demi-journée de conférences et de tables rondes, le jeudi 14 septembre, à Uni Mail (auditoire MS160) à Genève, de 16h à 20h30. Un large panel d'universitaires, d'activistes, de membres d'ONG et d'experts proposeront un regard critique sur le rôle de la place financière suisse. A l'heure où la crise environnementale s'intensifie, les questions de réglementation pour une finance durable ou, entre autres thèmes, la lutte contre le *greenwashing*, seront décryptées par les spécialistes. ■ AA